

CONVENTION DE FINANCEMENT
POUR LA RÉALISATION DU RESEAU D'INITIATIVE PUBLIQUE REGIONAL
DE TRÈS HAUT DÉBIT SUR 7 DÉPARTEMENTS DU GRAND EST (LOSANGE)

Entre

La Région Grand Est représentée par le Président du Conseil Régional, M. Jean ROTTNER, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 13 juillet 2017
ci-après dénommée « la Région »

Et

La Communauté d'agglomération de Saint-Dizier, Der et Blaise représentée par le Président du Conseil communautaire, M. Quentin BRIERE, dûment habilité par délibération du Conseil communautaire en date du
ci-après dénommée « St-Dizier Der & Blaise »

Il a été convenu ce qui suit.

Préambule

La Région Grand Est met en œuvre un réseau d'initiative publique (RIP) et en est, à ce titre le porteur et l'autorité délégante du contrat de délégation de service public pour la conception, l'établissement, l'exploitation, la commercialisation du Très Haut Débit (THD) sur le territoire de 7 départements du Grand Est (à l'exception des communes situées en zones d'investissement sur fonds propres des opérateurs). Ce contrat a été signé le 25 juillet 2017 et notifié le 4 août 2017 pour une durée de trente-cinq ans à la société LOSANGE.

Ce RIP THD est également dénommé LOSANGE.

A ce titre la Région Grand Est assure le préfinancement de la subvention publique attendue par le concessionnaire (222,31 M€) et met en œuvre le recouvrement de la contribution des différents partenaires publics au projet [Union Européenne (FEDER Champagne-Ardenne et Lorraine 2014-2020), Etat (Plan France Très Haut Débit), Départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges, groupements d'intérêt public, établissements publics de coopération intercommunale et/ou communes sur le périmètre du projet (selon compétence)].

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de la participation financière de la St-Dizier Der & Blaise aux dépenses d'investissement relatives à la mise en œuvre du Très Haut Débit,

Article 2 : Pilotage et maîtrise d'ouvrage des travaux

La maîtrise d'ouvrage (pilotage administratif et financier) du THD est assurée par la Région. Le pilotage technique est assuré par la Région en association avec les Départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse et des Vosges.

La maîtrise d'ouvrage déléguée du THD est assurée par le concessionnaire LOSANGE, qui a confié la maîtrise d'œuvre au Groupement d'Intérêt Economique (GIE) Losange Déploiement, qui associera les EPCI et les communes dans ses interventions.

Article 3 : Périmètre d'intervention et calendrier de réalisation

Les clauses contractuelles de la convention de délégation de service public prévoient que le déploiement de la fibre optique du projet Très Haut Débit Losange se fasse en :

- une tranche ferme de 5,5 années (études comprises) pour les communes disposant exclusivement de l'internet par réseau téléphonique (usuellement dénommé ADSL),
- une tranche conditionnelle, *qui ne concerne pas le territoire de St-Dizier, Der & Blaise*.

Pour les communes de la tranche ferme, LOSANGE a pour obligation contractuelle :

- d'engager le traitement des communes identifiées comme prioritaires à l'échelle de chaque département, sur les trois premières années du contrat (entre le 4 août 2017 et le 3 août 2020)
- d'assurer intégralement le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble des communes dans un délai global de cinq années et demi (jusqu'au 3 février 2023).

Article 4 : Financement

Le contrat de concession conclu entre la Région et LOSANGE prévoit une subvention publique globale de 222,31 millions d'euros (17% du total des investissements de la tranche ferme).

La Région assurera le préfinancement intégral de cette contribution, en sa qualité de maître d'ouvrage et supportera également les frais de portage et financiers inhérents (de 25 M€), qu'elle ne répercutera pas aux co-financeurs publics.

Les contributions financières publiques, avec frais de portage et financiers, soit 222,31 + 25 M€, se ventilent comme suit :

- Union Européenne (FEDER Champagne-Ardenne et Lorraine)	24 000 000 €	9,70 %
- Etat (Plan France Très Haut Débit) – <i>montant prévisionnel</i>	62 000 000 €	25,07 %
- L'ensemble des 88 EPCI concernés par le périmètre (contribution fixée à 100 € / prise pour un volume de 827 300 prises prévisionnelles, bases études 2016)	82 730 000 €	33,45 %
- Département des Ardennes	245 076 €	0,10 %
- Département de l'Aube	240 335 €	0,10 %
- Département de la Marne	324 919 €	0,13 %
- Département de la Haute-Marne	181 609 €	0,07 %
- Département de la Meurthe-et-Moselle	380 306 €	0,15 %
- Département de la Meuse	193 632 €	0,08 %
- Département des Vosges	443 050 €	0,18 %
- Région Grand Est (avec frais de portage et financiers non répercutés) dont frais de portage et financiers	76 498 072 € 25 000 000 €	30,93 %

La participation financière forfaitaire des EPCI et / ou des communes (selon compétence) au projet THD Losange a été arrêtée selon un principe de péréquation, avec un **montant forfaitaire de 100 € par prise téléphonique recensée, **sur le base du chiffre le plus favorable aux EPCI** issu soit à l'occasion des études conduites par chaque Département dans le cadre de son SDTAN, soit lors des études d'avant-projet conduites fin 2017/début 2018.**

Toutefois, sur proposition conjointe du Conseil Départemental de la Haute-Marne et du GIP Haute-Marne, au bénéfice de l'ensemble des EPCI de la Haute-Marne, **la part des EPCI pour les prises construites sur le territoire de la Haute-Marne est intégralement pris en charge à parité par la Conseil Départemental et le GIP**, dans le cadre d'une subvention d'équipement en faveur de la Région.

Toutefois, en raison du caractère trans-départemental de la communauté d'agglomération de St-Dizier, Der & Blaise, il reste une contribution locale au projet régional pour les prises construites dans les neuf communes-membres situées dans le département de la Marne concernées par le projet Losange et pour lesquelles le Conseil Départemental et le GIP de la Haute-Marne n'interviennent pas financièrement.

En termes de calendrier, le déploiement sur une commune est estimé entre 8 et 14 mois. Le tableau ci-après rappelle la période annoncée de démarrage des opérations et la période prévisionnelle de fin de chantier à laquelle il faut ajouter 1 trimestre réglementaire avant l'ouverture commerciale.

Nota : seul le nombre de prises des communes situées en Marne est indiqué puisqu'objet de la présente convention.

Commune (INSEE 2017)	Prises (études CD51/SIEM)	Période de démarrage des opérations (entre)	Période prévisionnelle de fin de chantier	Observation
ALLICHAMPS		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
AMBRIERES	134	août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
ATTANCOURT		août 2020 - août 2021	2 nd semestre 2022	
BAILLY-AUX-FORGES		août 2021 - août 2022	1 ^{er} semestre 2022	
BAYARD-SUR-MARNE		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	
BROUSSEVAL		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
CEFFONDS		août 2019 - août 2020	1 ^{er} trimestre 2021	Prioritaire
CHAMOUILLEY		août 2021 - août 2022	2 nd semestre 2022	
CHEMINON	338	août 2020 - août 2021	1 ^{er} semestre 2021	
CHEVILLON		août 2021 - août 2022	2 nd semestre 2021	
CUREL		août 2020 - août 2021	2 nd semestre 2022	
DOMBLAIN		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
DOMMARTIN-LE-FRANC		août 2020 - août 2021	1 ^{er} semestre 2022	
DOULEVANT-LE-PETIT		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2022	Prioritaire
EURVILLE-BIENVILLE		août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2022	
FAYS		août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2020	Prioritaire
FONTAINES-SUR-MARNE		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
FRAMPAS		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
HALLIGNICOURT		août 2022 - février 2023	2 nd semestre 2021	
HAUTEVILLE	115	août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2021	Prioritaire
LA PORTE DU DER		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
LANDRICOURT	79	août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
LANEUVILLE-A-REMY		août 2019 - août 2020	1 ^{er} trimestre 2021	Prioritaire
LANEUVILLE-AU-PONT		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
LOUDEMONT		août 2020 - août 2021	1 ^{er} semestre 2021	
MAGNEUX		août 2020 - août 2021	2 nd semestre 2022	
MAIZIERES		août 2021 - août 2022	2 nd semestre 2022	
MAURUPT-LE-MONTOIS	325	août 2020 - août 2021	2 nd semestre 2021	
MONTREUIL-SUR-BLAISE		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2022	Prioritaire
MORANCOURT		août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2020	Prioritaire
NARCY		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	
OSNES-LE-VAL		août 2018 - août 2019	1 ^{er} trimestre 2021	Prioritaire
PERTHES		août 2022 - février 2023	2 nd semestre 2021	
PLANRUPT		août 2021 - août 2022	1 ^{er} trimestre 2021	
RACHECOURT-SUR-MARNE		août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2022	Prioritaire
RACHECOURT-SUZEMONT		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2022	Prioritaire
RIVES DERVOISES		août 2019 - août 2020	1 ^{er} trimestre 2021	Prioritaire
ROCHES-SUR-MARNE		août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2021	Prioritaire
SAINT-VRAIN	103	août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
SAPIGNICOURT	228	août 2021 - août 2022	2 nd semestre 2021	
SOMMANCOURT		août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2022	Prioritaire
SOMMEVOIRE		août 2020 - août 2021	1 ^{er} semestre 2021	
THILLEUX		août 2019 - août 2020	1 ^{er} trimestre 2021	Prioritaire
TROIS-FONTAINES-L'ABBAYE	110	août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
TROIFONTAINES-LA-VILLE		août 2019 - août 2020	2 nd semestre 2022	Prioritaire
VALLERET		août 2020 - août 2021	1 ^{er} semestre 2021	
VAUX-SUR-BLAISE		août 2021 - août 2022	1 ^{er} semestre 2022	
VILLE-EN-BLAISOIS		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2022	Prioritaire
VOILLECOMTE		août 2019 - août 2020	1 ^{er} semestre 2021	Prioritaire
VOUILLERS	144	août 2020 - août 2021	1 ^{er} semestre 2021	
WASSY		août 2021 - août 2022	2 nd semestre 2022	

La participation financière globale de St-Dizier Der & Blaise pour 1 576 prises (pour les 9 communes situées dans la Marne) s'élève donc à :

157 600 €, soit 0,07% de la contribution publique totale.

Cette contribution, versée par St-Dizier Der & Blaise à la Région, correspond à une subvention d'équipement (investissement), dont le montant est réputé « net sans taxes », puisque correspondant à une contribution publique que verse la Région dans le cadre d'une concession de travaux, conformément au droit européen.

La Région procédera à son appel de fonds auprès de St-Dizier Der & Blaise entre le 15 septembre et 30 octobre de chaque année. Chaque avis des sommes à payer, adressé par la Région à St-Dizier Der & Blaise par voie dématérialisée « Chorus », sera accompagné des pièces justificatives des travaux dûment réalisés sur le territoire de chaque EPCI (ou intéressant directement ce territoire).

Année	Part	Contribution annuelle
2021	30 %	47 280 €
2022	35 %	55 160 €
2023	35 %	55 160 €
Total	100%	157 600 €

L'ensemble des éléments chiffrés (nombre de prises et participation forfaitaire) est non actualisable, ni révisable et correspondant à une contribution de St-Dizier Der & Blaise au projet. Le déploiement de la fibre optique est susceptible de porter sur un nombre supérieur de prises, dont le surcoût éventuel sera pris en charge par Losange et la Région.

Article 5 : Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal administratif de Strasbourg est compétent.

La présente convention est établie en deux (2) exemplaires.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Région Grand Est,
Le Président du Conseil Régional

Pour la Communauté d'agglomération
de Saint-Dizier, Der et Blaise
Le Président

Jean ROTTNER

Quentin BRIERE